



Empreinte territoriale

EU LAW ENFORCEMENT SUPPORT TO BOLIVIA'S SPECIAL POLICE FORCE TO FIGHT DRUGS

EU Law enforcement support to Bolivia's Special Police Force to Fight Drugs

Projet

Le projet européen de soutien à la force de police spéciale de la Bolivie pour lutter contre la drogue, est développé sur l'expérience et les résultats obtenus durant la première phase du projet en 2016-2020. Lors de cette première phase les capacités techniques de plus de 30 institutions ont été améliorées et des mécanismes ont été mis en place pour renforcer les processus et procédures internes des institutions clés impliquées dans les enquêtes sur le trafic de drogue et les crimes connexes de blanchiment d'argent et de traite des êtres humains. La deuxième phase du projet permettra de continuer à soutenir les processus de réforme entrepris par les institutions partenaires et assurer la continuité et la consolidation des acquis.

Ce projet structurant et d'envergure est important pour le ministère de l'intérieur et opérateur CIVIPOL.

Le projet est financé dans le cadre du Programme européen d'appui au plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le trafic de drogue et la réduction de la culture excessive de la feuille de coca (ELCN y RCEC) qui fait partie du portefeuille d'Appuis budgétaires sectoriels offerts par l'Union européenne à la Bolivie.

STATUT DU PROJET

En cours

TYPE DE FINANCEMENT

Union Européenne

TYPE DE CONTRAT

Subvention

Le projet vise à renforcer les capacités des ministères impliqués dans la lutte contre la drogue, le trafic d'êtres humains et les crimes connexes, des agences d'État et des autres parties prenantes en Bolivie. L'action se poursuivra sur deux fronts interdépendants : i) le renforcement de la formation et le conseil technique et ii) le soutien à la coordination interinstitutionnelle, régionale et internationale. La formation sera renforcée par des cours, des ateliers et une assistance technique dans tous les domaines de la lutte contre la drogue et les crimes connexes, en appliquant les meilleures pratiques en vigueur dans l'Union européenne. La

coordination sera améliorée sous différents angles : analyse des structures organisationnelles et des bases de données actuelles, proposition de réorganisation si nécessaire, et enfin, renforcement de la formation commune et transversale de toutes les institutions impliquées au niveau national, tout en favorisant la coopération au niveau régional et international.

L'objectif global du projet est de réduire le trafic de drogue par une lutte efficace contre le trafic illicite de substances contrôlées, la réduction durable des cultures excessives de coca, l'approfondissement du contrôle social, la prévention globale de la consommation de drogue et la régionalisation des efforts internationaux dans le cadre d'une responsabilité commune et partagée.

La drogue et les réseaux criminels ont un double impact sur le développement et les droits de l'homme. La production de drogues illicites se déplace des régions moins développées du monde vers les pays plus développés, où les niveaux de consommation sont élevés. Le contexte dans lequel les drogues illicites sont produites dégrade la qualité de vie et peut contraindre les travailleurs qualifiés à partir, tandis que la peur de la criminalité et du harcèlement peut entraver le développement de ceux qui restent. La criminalité rend difficile l'accès aux possibilités d'emploi et d'éducation, ce qui a un impact plus important sur les populations démunies, en particulier les femmes et les filles dans les pays moins développés.

D'autre part, la rentabilité élevée du trafic de drogue et des crimes qui y sont liés continue d'être une préoccupation majeure car elle soutient les activités criminelles et alimente le cycle de légitimation des profits illicites. Ces fonds illégitimes entrent dans l'économie légale par le biais du blanchiment d'argent, qui comprend une série d'activités à l'intérieur et à l'extérieur du système financier. De plus, les nouvelles technologies numériques posent un double défi en matière de traçage et de capture des revenus issus des activités criminelles.

Le projet est géré par un consortium qui comprend les opérateurs étatiques FIIAPP (Espagne) et CIVIPOL (France). CIVIPOL intervient en tant que partenaire du consortium et apporte de l'expertise principalement dans le domaine de légitimation de gains illicites.

Le projet en chiffres



3 M€

BUDGET PROJET

Chronologie

Début du projet

🚩 **13 Décembre 2025**

Début du projet



🚩 **05 Février 2024**

fin du projet